

bières canadiennes à compter du 1^{er} juillet prochain. Cela devrait placer les brasseries canadiennes sur un pied d'égalité avec la concurrence américaine au Canada.

Les gouvernements fédéral et provinciaux collaborent actuellement afin de réduire et d'éliminer les obstacles qui persistent dans d'autres secteurs. L'automne dernier notamment, les gouvernements ont signé un accord qui vient d'entrer en vigueur la semaine passée et qui permet aux sociétés du pays tout entier de soumissionner pour la plupart des achats de ministères fédéraux d'une valeur de plus de 25 000 \$. Grâce à cette mesure, les sociétés pourront se faire concurrence à l'échelle nationale pour obtenir plusieurs milliards de dollars de marchés publics. C'est un début qui, bien que modeste, n'en est pas moins important. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Lors de leur dernière réunion, les premiers ministres du Canada ont encore une fois examiné la question des obstacles au commerce interprovincial. Ils ont demandé aux ministres fédéral et provinciaux d'inventorier, de réduire et d'éliminer ces obstacles d'ici le 31 mars 1995. Afin d'accomplir ce travail d'une importance critique, je rencontrerai mes homologues provinciaux à la fin du mois, à Winnipeg, pour voir si l'on pourrait étendre l'accord sur les achats à un plus vaste segment des marchés publics. Nous allons également élaborer un plan qui nous permettra de remplir le mandat que nous ont confié les premiers ministres, c'est-à-dire éliminer les obstacles au commerce interprovincial d'ici mars 1995.

En résumé, Monsieur le Président, en supprimant les obstacles au commerce, tant sur le marché canadien qu'à l'extérieur, nous créerons des entreprises plus concurrentielles, qui seront mieux en mesure de s'imposer sur le marché mondial du 21^e siècle. En prenant comme point de départ le marché unifié de 27 millions de personnes d'un pays prospère et uni, les Canadiens peuvent aller découvrir et explorer les marchés mondiaux en ayant la certitude qu'ils contribuent à consolider leur propre économie.

C'est avec assurance que les Canadiens peuvent exiger une issue favorable de l'Uruguay Round, qu'ils peuvent s'efforcer d'améliorer les relations avec leur principal partenaire commercial, les États-Unis, qu'ils peuvent établir une nouvelle relation économique avec un Mexique moderne et dynamique. En accomplissant toutes ces choses, les Canadiens mèneront à bien leur grand projet historique : édifier et préserver une nation prospère, unie et compatissante sur la moitié septentrionale du continent nord-américain.